

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/ADP/N/72/Add.1/Rev.2
16 avril 2002

(02-2099)

Comité des pratiques antidumping

RAPPORTS SEMESTRIELS PRÉSENTÉS AU TITRE DE L'ARTICLE 16.4 DE L'ACCORD

Révision

1. Les Membres qui ont présenté des rapports semestriels ou des rapports indiquant qu'aucune décision en matière de lutte contre le dumping n'a été prise depuis la dernière révision du présent document sont indiqués **en caractère gras** dans les paragraphes 2 et 3 ci-dessous.

2. Les Membres ci-après ont fait parvenir au Secrétariat des rapports semestriels sur les décisions qu'ils ont prises en matière de lutte contre le dumping pendant la période du 1^{er} juillet au 31 décembre 2000: Afrique du Sud; Argentine; Australie; Brésil; Canada; Chili; Colombie; Communautés européennes; Corée; Costa Rica; Égypte; États-Unis; Inde; Indonésie; Israël; Mexique; Nouvelle-Zélande; Pérou; Philippines; Pologne; République tchèque; Trinité-et-Tobago; Turquie; Uruguay et Venezuela. Ces rapports ont été distribués dans les documents portant la cote G/ADP/N/72/...

3. Les Membres ci-après ont informé le Comité qu'ils n'avaient pas pris de décisions en matière de lutte contre le dumping pendant la période considérée.

Bahreïn	Honduras	Namibie
Bolivie	Hong Kong, Chine	Norvège
Brunéi Darussalam	Hongrie	Oman
Bulgarie	Islande	Panama
Burundi	Jamaïque	Papouasie-Nouvelle-Guinée
Chypre	Japon ¹	République slovaque
Croatie	Lettonie	Roumanie
Cuba	Liechtenstein	Singapour ²
Dominique	Macao, Chine	Slovénie
El Salvador	Malaisie ²	Suisse
Estonie	Malte	Thaïlande ²
Gabon	Maurice	Tunisie
Grenade	Mongolie	Zimbabwe
Guatemala		

4. Les Membres ci-après n'ont pas fait parvenir de rapport au Secrétariat: Albanie; Angola; Antigua-et-Barbuda; Bangladesh; Barbade; Belize; Bénin; Botswana; Burkina Faso; Cameroun; Congo; Côte d'Ivoire; Djibouti; Émirats arabes unis; Équateur; Fidji; Gambie; Géorgie; Ghana;

¹ Ce Membre a notifié l'abrogation de mesures antidumping sur la période du 1^{er} juillet au 31 décembre 2000 dans le document G/ADP/N/72/JPN.

² Ces Membres ont également notifié des droits définitifs en vigueur au 31 décembre 2000 dans les documents G/ADP/N/72/MYS, G/ADP/N/72/SGP et G/ADP/N/72/THA.

Guinée, Rép. de; Guinée-Bissau; Guyana; Haïti; Îles Salomon; Jordanie; Kenya; Koweït; Lesotho; Lituanie; Madagascar; Malawi; Maldives; Mali; Maroc; Mauritanie; Mozambique; Myanmar; Nicaragua; Niger; Nigéria; Ouganda; Pakistan; Paraguay; Qatar; République centrafricaine; République démocratique du Congo; République dominicaine; République kirghize; Rwanda; Saint-Kitts-et-Nevis; Saint-Vincent-et-les Grenadines; Sainte-Lucie; Sénégal; Sierra Leone; Sri Lanka; Suriname; Swaziland; Tanzanie; Tchad; Togo et Zambie.
